

## *Avant-propos*

Parce qu'elle se déroule au suffrage indirect, l'élection présidentielle de décembre 1958 fait figure de transition entre la longue série des désignations parlementaires des présidents des Troisième et Quatrième Républiques, et plus d'un demi-siècle d'élection au suffrage universel direct de ceux de la Cinquième. Le 21 décembre 1958, soit environ deux mois après l'adoption d'une nouvelle constitution, quelque 82 000 grands électeurs élisent dès le premier tour de scrutin le général de Gaulle président de la République française et de la Communauté, avec près des quatre cinquièmes des voix. À la suite de la révision de la Loi suprême intervenue en 1962, l'histoire de la désignation du chef de l'État en France va basculer dans une nouvelle ère, qui commence avec l'élection de 1965. C'est pourquoi cet ouvrage laisse de côté le scrutin de 1958, pour prendre en considération la dizaine de consultations populaires qui vont lui succéder.

La littérature consacrée à ces moments déterminants de la vie politique est considérable, même si l'on s'en tient aux seuls travaux d'analyse. Mais elle traite presque toujours, soit d'un seul des dix scrutins, soit de plusieurs d'entre eux dans une perspective chronologique. Le présent ouvrage, au contraire, les aborde dans leur ensemble, de façon transversale et synthétique. Et surtout, il le fait à partir des mots – ceux utilisés tant dans les campagnes que dans les commentaires et les analyses.

Car ce qui reste de ces compétitions démocratiques fortement médiatisées, n'est-ce pas d'abord des mots ? Des mots qui forment un lexique partagé, certes inégalement, par les différents groupes constitutifs du champ politique. Des mots qui font résonner les scrutins précédents dans les discours des scrutins suivants. Il s'agit donc, à travers près de deux cents notices, de donner à voir le foisonnement discursif généré par cet événement récurrent de la vie citoyenne, dont on pourra objectiver les constantes et les évolutions. On pourra aussi

revivre – ou imaginer, selon l'âge – les grands moments de cette histoire des présidentielles françaises.

On connaît l'ampleur des évolutions, depuis un demi-siècle, de la société française en général et de la vie politique en particulier. Ces changements ne pouvaient pas rester sans conséquences sur le déroulement des élections présidentielles. Ils ont notamment concerné la place de la paysannerie comme celle du monde ouvrier, mais aussi celle des femmes, le niveau de vie et celui de l'instruction, les effets à long terme du baby-boom, dans une société marquée par le processus d'individualisation et une mobilité croissante, mais aussi bien sûr par l'apparition et le développement des nouvelles techniques de communication. Dans le même temps, l'environnement international a été bouleversé, notamment par la fin de l'Union soviétique, l'avancement de la construction européenne et la mondialisation.

Et pourtant, un regard d'ensemble sur les dix élections successives et notamment sur leur dimension discursive tend à mettre en lumière une assez grande continuité. C'est que les règles fondamentales régissant le scrutin n'ont guère changé, tout comme les compétences du président de la République. C'est aussi que tout au long de la période, la télévision a été au cœur des dix épisodes électoraux : *la présidentielle* et *la télévision* sont inséparables dès l'instauration du nouveau mode de désignation du chef de l'État. Il en va de même des enquêtes d'intention de vote par sondage, ces fameux *sondages* qui accompagnent bruyamment l'élection suprême dès 1965.

La persistance du vocabulaire témoigne de cette relative stabilité, en même temps qu'elle y contribue. Certes, il y a eu des étapes dans le déroulement de cette histoire des scrutins présidentiels au suffrage universel direct, comme l'instauration du débat télévisé d'entre-deux-tours, la réglementation du financement des campagnes, l'intrusion de l'institution judiciaire dans la compétition, les expériences de primaires, l'émergence de l'extrême droite ou l'affaiblissement des partis – et la liste n'est pas exhaustive. Mais il n'y a pas eu de rupture majeure. Les citoyennes et citoyens d'aujourd'hui n'ont sans doute pas trop de mal à revivre les épisodes précédents de cette grande saga restée très populaire. Mais le constat à ce jour ne vaut évidemment pas prédiction pour demain.

## Chronologie

**1848**, 10 et 11 décembre. À la suite de l'instauration de la Deuxième République, Louis-Napoléon Bonaparte est élu par 74,31 % des voix pour un mandat de quatre ans, dans un scrutin au suffrage universel masculin direct à un tour (en l'absence de majorité absolue, c'est l'Assemblée nationale qui aurait procédé à l'élection).

**1851**, 2 décembre. N'étant constitutionnellement pas rééligible, Louis-Napoléon Bonaparte conserve néanmoins le pouvoir grâce à un coup d'État. Il devient empereur des Français un an plus tard. Sous les Troisième et Quatrième Républiques, le chef de l'État est élu au suffrage indirect par de grands électeurs.

**1958**, 21 décembre. Première élection présidentielle de la Cinquième République, suite à la promulgation de la nouvelle Constitution. Il s'agit plus précisément de l'élection du président de la République française et de la Communauté. Elle est organisée au suffrage indirect, avec un collège de quelque 82 000 grands électeurs (parlementaires, conseillers généraux, représentants des conseils municipaux, membres des assemblées des territoires d'outre-mer). Charles de Gaulle est élu au premier tour avec 78,5 % des suffrages exprimés, face à Georges Marrane (communiste) et Albert Châtelet (divers gauche).

**1962**, 28 octobre. Adoption par référendum de la révision constitutionnelle instituant l'élection du président de la République au suffrage universel direct (62,25 % de *oui*, 23,03 % d'abstentions). Le général de Gaulle a choisi le recours à la procédure de l'article 11 de la Constitution, malgré l'avis défavorable du Conseil d'État, le vote d'une motion de censure contre le gouvernement et la dénonciation d'une *forfaiture* par le président du Sénat. Le Conseil constitutionnel s'étant déclaré incompétent, la loi référendaire est promulguée le 6 novembre.

**1965**, 5 et 19 décembre. La première élection présidentielle au suffrage universel (masculin et féminin) direct intervient au

terme du mandat du général de Gaulle, élu sept ans plus tôt. Celui-ci se représente et l'emporte au second tour face à François Mitterrand, candidat unique de la gauche.

**1969**, 1<sup>er</sup> et 15 juin. À la suite du rejet du projet de révision constitutionnelle lors du référendum du 27 avril et à la démission du général de Gaulle le lendemain, son ancien Premier ministre Georges Pompidou est élu au second tour de scrutin face au centriste Alain Poher, président du Sénat.

**1974**, 5 et 19 mai. Suite au décès de Georges Pompidou le 2 avril, Valéry Giscard d'Estaing, appartenant à la droite non gaulliste, est élu au second tour de scrutin face au socialiste François Mitterrand.

**1976**, 19 juin. Une loi organique porte de 100 à 500 le nombre de citoyens (détenteurs de certains mandats électifs, dont principalement celui de maire) pouvant présenter une candidature à l'élection présidentielle. Ils doivent être élus dans au moins 30 départements ou territoires d'outre-mer, et ce de façon équilibrée.

**1981**, 26 avril et 10 mai. Au terme de son mandat de sept ans, Valéry Giscard d'Estaing se représente, mais est battu au second tour par François Mitterrand.

**1988**, 24 avril et 8 mai. Au terme de son mandat de sept ans, François Mitterrand se représente et est réélu au second tour face au gaulliste Jacques Chirac.

**1995**, 3 février. Pour la première fois en France, des primaires fermées (permettant le vote direct de tous les adhérents) sont organisées, pour décider de la candidature socialiste.

**1995**, 23 avril et 7 mai. Au terme de son second mandat de sept ans, François Mitterrand ne se représente pas, et Jacques Chirac est élu au second tour face au socialiste Lionel Jospin.

**2000**, 24 septembre. La révision constitutionnelle réduisant la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans (passage du septennat au quinquennat) est adoptée par référendum après son vote par chacune des deux assemblées. Soutenue par le président de la République, Jacques Chirac, et par le Premier ministre, Lionel Jospin, la réforme est approuvée par 73,21 % des suffrages exprimés, moins d'un tiers des électeurs participant au scrutin et près de deux millions d'entre eux votant blanc ou nul. La loi constitutionnelle est promulguée le 2 octobre.

**2001**, 15 mai. Une loi organique fixe la date d'expiration du mandat de l'Assemblée nationale au troisième mardi de juin de la cinquième année qui suit son élection, d'où découle ce qu'on a appelé *l'inversion du calendrier électoral*.

**2002**, 21 avril et 5 mai. Au terme du dernier septennat et en vue du premier quinquennat de la Cinquième République, Jacques Chirac se représente et est réélu au second tour face au candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen, après l'élimination au premier tour du Premier ministre sortant, Lionel Jospin.

**2007**, 22 avril et 6 mai. Au terme de son second mandat présidentiel, Jacques Chirac ne se représente pas, et le candidat de droite Nicolas Sarkozy est élu au second tour face à la socialiste Ségolène Royal.

**2008**, 21 juillet. Une loi constitutionnelle, votée par le Parlement réuni en congrès, limite à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs. Elle est promulguée deux jours plus tard.

**2011**, 14 avril. Une loi organique abaisse de 23 à 18 ans l'âge minimum pour une candidature à l'élection présidentielle.

**2011**, 9 et 16 octobre. Pour la première fois en France, des primaires ouvertes (permettant le vote de non-adhérents) sont organisées, pour décider de la candidature socialiste.

**2012**, 22 avril et 6 mai. Au terme de son mandat présidentiel, Nicolas Sarkozy se représente, mais est battu au second tour par le socialiste François Hollande.

**2016**, 25 avril. Une loi généralise la publicité à la totalité des présentations de candidatures à l'élection présidentielle, seuls les 500 noms retenus étant jusqu'alors rendus publics.

**2017**, 21 avril et 7 mai. Au terme de son mandat présidentiel, François Hollande ne se représente pas, et le centriste Emmanuel Macron est élu au second tour face à la candidate d'extrême droite, Marine Le Pen.

**2021**, 29 mars. Une loi organique modifie certaines modalités de l'élection du président de la République en introduisant de nouvelles dispositions afin de sécuriser l'élection, de moderniser les modalités de la campagne financière et de favoriser la participation électorale.

## CANDIDATES, CANDIDATS ET CANDIDATURES AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES (1965-2017)

Les noms et prénoms des candidats figurent en caractères romains pour les hommes et en italiques pour les femmes. Ils sont suivis de l'année de naissance et le cas échéant de celle du décès, ainsi que des dates des candidatures – lesquelles sont soulignées en cas d'élection.

|                                      |             |      |             |             |
|--------------------------------------|-------------|------|-------------|-------------|
| <i>Arthaud Nathalie</i> (1970-)      | 2012        | 2017 |             |             |
| Asselineau François (1957-)          | 2017        |      |             |             |
| Balladur Édouard (1929-)             | 1995        |      |             |             |
| Barbu Marcel (1907-1984)             | 1965        |      |             |             |
| Barre Raymond (1924-2007)            | 1988        |      |             |             |
| Bayrou François (1951-)              | 2002        | 2007 | 2012        |             |
| Besancenot Olivier (1974-)           | 2002        | 2007 |             |             |
| <i>Bouchardeau Huguette</i> (1935-)  | 1981        |      |             |             |
| Boussel Pierre (1920-2008)           | 1988        |      |             |             |
| <i>Boutin Christine</i> (1944-)      | 2002        |      |             |             |
| Bové José (1953-)                    | 2007        |      |             |             |
| <i>Buffet Marie-George</i> (1949-)   | 2007        |      |             |             |
| Chaban-Delmas Jacques (1915-2000)    | 1974        |      |             |             |
| Cheminade Jacques (1941-)            | 1995        | 2012 | 2017        |             |
| Chevènement Jean-Pierre (1939-)      | 2002        |      |             |             |
| Chirac Jacques (1932-2019)           | 1981        | 1988 | <u>1995</u> | <u>2002</u> |
| Crépeau Michel (1930-1999)           | 1981        |      |             |             |
| Debré Michel (1912-1996)             | 1981        |      |             |             |
| Defferre Gaston (1910-1986)          | 1969        |      |             |             |
| Ducatel Louis (1902-1999)            | 1969        |      |             |             |
| Duclos Jacques (1896-1975)           | 1969        |      |             |             |
| Dumont René (1904-2001)              | 1974        |      |             |             |
| Dupont-Aignan Nicolas (1961-)        | 2012        | 2017 |             |             |
| Fillon François (1954-)              | 2017        |      |             |             |
| <i>Garaud Marie-France</i> (1934-)   | 1981        |      |             |             |
| Gaulle Charles de (1890-1970)        | <u>1965</u> |      |             |             |
| Giscard d'Estaing Valéry (1926-2020) | <u>1974</u> | 1981 |             |             |
| Gluckstein Daniel (1953-)            | 2002        |      |             |             |
| Hamon Benoît (1967-)                 | 2017        |      |             |             |
| Héraud Guy (1920-2003)               | 1974        |      |             |             |
| Hollande François (1954-)            | <u>2012</u> |      |             |             |

|                                     |             |      |             |             |
|-------------------------------------|-------------|------|-------------|-------------|
| Hue Robert (1946-)                  | 1995        | 2002 |             |             |
| <i>Joly Eva (1943-)</i>             | 2012        |      |             |             |
| Jospin Lionel (1937-)               | 1995        | 2002 |             |             |
| Juquin Pierre (1930-)               | 1988        |      |             |             |
| Krivine Alain (1941-)               | 1969        | 1974 |             |             |
| <i>Laguiller Arlette (1940-)</i>    | 1974        | 1981 | 1988        | 1995        |
|                                     | 2002        | 2007 |             |             |
| Lajoinie André (1929-)              | 1988        |      |             |             |
| Lalonde Brice (1946-)               | 1981        |      |             |             |
| Lassalle Jean (1955-)               | 2017        |      |             |             |
| Le Pen Jean-Marie (1928-)           | 1974        | 1988 | 1995        | 2002        |
|                                     | 2007        |      |             |             |
| <i>Le Pen Marine (1968-)</i>        | 2012        | 2017 |             |             |
| Lecanuet Jean (1920-1993)           | 1965        |      |             |             |
| <i>Lepage Corinne (1951-)</i>       | 2002        |      |             |             |
| Macron Emmanuel (1977-)             | <u>2017</u> |      |             |             |
| Madelin Alain (1946-)               | 2002        |      |             |             |
| Mamère Noël (1948-)                 | 2002        |      |             |             |
| Marchais Georges (1920-1997)        | 1981        |      |             |             |
| Marcilhacy Pierre (1910-1987)       | 1965        |      |             |             |
| Mégret Bruno (1949-)                | 2002        |      |             |             |
| Mélenchon Jean-Luc (1951-)          | 2012        | 2017 |             |             |
| Mitterrand François (1916-1996)     | 1965        | 1974 | <u>1981</u> | <u>1988</u> |
| Muller Émile (1915-1988)            | 1974        |      |             |             |
| Nihous Frédéric (1967-)             | 2007        |      |             |             |
| Poher Alain (1909-1996)             | 1969        |      |             |             |
| Pompidou Georges (1911-1974)        | <u>1969</u> |      |             |             |
| Poutou Philippe (1967-)             | 2012        | 2017 |             |             |
| Renouvin Bertrand (1943-)           | 1974        |      |             |             |
| Rocard Michel (1930-2016)           | 1969        |      |             |             |
| <i>Royal Ségolène (1953-)</i>       | 2007        |      |             |             |
| Royer Jean (1920-2011)              | 1974        |      |             |             |
| Saint-Josse Jean (1944-)            | 2002        |      |             |             |
| Sarkozy Nicolas (1955-)             | <u>2007</u> | 2012 |             |             |
| Schivardi Gérard (1950-)            | 2007        |      |             |             |
| Sébag Jean-Claude (1943-)           | 1974        |      |             |             |
| <i>Taubira Christiane (1952-)</i>   | 2002        |      |             |             |
| Tixier-Vignancour J.-L. (1907-1989) | 1965        |      |             |             |
| Villiers Philippe de (1949-)        | 1995        | 2007 |             |             |
| <i>Voinet Dominique (1958-)</i>     | 1995        | 2007 |             |             |
| Waechter Antoine (1949-)            | 1988        |      |             |             |